



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES












ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Groupement pour la réalisation d'enquêtes
téléphoniques

Référence 26OCC05G

Chambre de Commerce et d'Industrie Région Occitanie
CCI Occitanie
5 Rue DIEUDONNE COSTES
31700 BLAGNAC

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Groupement enquêtes téléphoniques et enquêtes face à face
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	Sans Le marché n'est pas alloti conformément à l'article L2113-11 du Code de la commande publique.
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an. Durée maximale du contrat, toutes périodes confondues : 36 mois.
	Reconduction	Reconduction tacite jusqu'à son terme. Nombre de périodes de reconduction 2.
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

Sommaire :

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat	5
1.3 - Type d'accord-cadre	6
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	6
1.5 - Réalisation de prestations similaires.....	6
1.6 - Dispositif de vigilance.....	6
2 - Pièces contractuelles	6
2.1 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles	6
2.2 Forme des notifications.....	6
2.3 – Pièces particulières	7
2.4 – Pièces générales.....	7
2.5 – Indépendance des clauses.....	7
3 - Intervenants	7
3.1 - Interlocuteur unique du titulaire et référents de l'Acheteur	7
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	7
5 - Protection des données à caractère personnel.....	8
5.1 - Description du traitement de données à caractère personnel.....	8
5.2 - Obligations du titulaire	8
5.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire	9
5.2.2 - Droit d'information des personnes concernées.....	9
5.2.3 - Exercice des droits des personnes.....	9
5.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations	10
5.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel.....	10
5.2.7 - Durée et modalités de conservation des données	10
5.2.8 - Sort des données.....	10
5.2.9 - Délégué à la protection des données.....	10
5.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement	10
5.2.11 - Documentation	11
5.3 - Obligations de l'acheteur	11
6 - Durée et délais d'exécution.....	11
6.1 - Durée du contrat	11
6.2 - Reconduction.....	11
6.3 – Prolongation des délais d'exécution.....	11
7 - Prix.....	11
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	11
7.2 - Modalités de variation des prix	12
8 - Garanties Financières.....	12
9 – Avance et Garanties financières de l'avance	12
10 - Modalités de règlement des comptes.....	13
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	13
10.2 - Présentation des demandes de paiement	13
10.3 - Délai global de paiement	13
10.5 - Paiement des sous-traitants	13
11 - Conditions d'exécution des prestations	13
11.1 Obligations des CCIT membres du groupement de commandes	14
11.2 Obligations du titulaire	14
11.2.1 Obligations générales.....	14
11.2.2 Obligation de résultat.....	15
11.2.3 Qualité des données fournies	15
11.2.4 Indicateurs de performance.....	15
11.2.5 Protection des données - Droit d'accès et de rectification	15
12 - Développement durable.....	16
14 - Constatation de l'exécution des prestations	16
14.1 - Vérifications	16
14.2 - Décision après vérification	16
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	16
16 - Pénalités.....	16
16.1 - Pénalités de retard.....	16

16.2 - Autres pénalités spécifiques	16
17 - Assurances.....	17
18 - Résiliation du contrat.....	17
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	17
18.2 - Exécution du service aux frais et risques du titulaire	18
18.3 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	18
19 - Règlement des litiges et langues.....	18
20 - Clauses complémentaires.....	19
20.1 –Clauses de réexamen.....	19
20.1.1. Révision exceptionnelle des prix (hausse des coûts)	19
20.1.2. Disparition d'un indice de révision.....	19
20.1.3 Cession du marché ou Changement du titulaire (fusion / absorption)	19
20.1.4. Modifications :	20
20.2 - Circonstances imprévisibles	20
21 - Dérogations.....	20

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent un groupement de commande pour la réalisation d'enquêtes téléphoniques, d'études de saisies ; de prises de rendez-vous ou de contacts.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de ses activités, les membres du groupement font appel à des prestataires pour :

- la mise en œuvre d'enquêtes auprès des entreprises, des ménages, des touristes, pour effectuer des observations de terrain et pour intégrer des données recueillies dans leurs bases de données,
- la prise de rendez-vous pour l'accompagnement individuel ou de contacts pour l'accompagnement collectif lors d'événements et de manifestations qu'ils organisent.

Les membres du groupement souhaitent assurer une gestion homogénéisée des missions, mais aussi :
- diminuer le budget global du marché « enquêtes et études » tout en conservant une réactivité et une qualité de services en conformité du cahier des charges techniques.

Le coordonnateur du groupement est la CCI Occitanie. Il a en charge de la passation, la signature, la notification du marché et le suivi d'exécution administratif et juridique. Chaque membre doit suivre l'exécution du contrat.

Définitions

Coordonnateur : le membre du groupement désigné dans l'acte constitutif du groupement de commande pour procéder, dans le respect des règles du code de la commande publique, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un cocontractant et à la notification du marché/accord cadre et suivi : avenants, révisions tarifs, dénonciation, litiges.

Membre du groupement : le Pouvoir Adjudicateur de chaque CCI adhérente au groupement de commande. Chaque membre du groupement procède à l'exécution du marché/accord cadre par l'émission de bons de commande et procède au règlement des factures.

Pouvoir Adjudicateur du groupement de commande : désigne le Pouvoir Adjudicateur du coordonnateur, personne morale de droit public, qui conclut le marché ou accord-cadre avec son titulaire (la CCI Occitanie).

Candidat : désigne l'entreprise qui répond au présent dossier de consultation.

Titulaire : désigne l'entreprise qui conclut le marché ou accord cadre

Chaque membre du groupement procède à l'exécution du marché par l'émission de bons de commande en fonction de ses besoins propres. Il assure le suivi d'exécution des bons de commandes sur le plan administratif et technique, reçoit et paye les factures correspondant à ces bons de commande. Il met également en application les éventuelles pénalités.

Membre du groupement et lieu(x) d'exécution

L'accord cadre s'effectue dans le cadre d'un groupement de commandes avec les membres suivants :

Membres du Groupement	Adresses :
CCI Occitanie siège social	5, rue Dieudonné Costes - 31700 BLAGNAC
CCI Gard	111 Chemin de la Tour de l'Evêque Bat A - 30000 NÎMES
CCI Haute-Garonne	Palais Consulaire -2 Rue Alsace Lorraine - 31000 TOULOUSE
CCI Pyrénées Orientales	Palais Consulaire –Quai-de-Lattre-de-Tassigny - BP 10941 66020 PERPIGNAN Cedex

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots pour les motifs suivants : conformément à l'article L2113-11, le marché n'est pas alloté, la dévolution en lots séparés est de nature à rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.3 - Type d'accord-cadre

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre avec maximum de 340 000 00 € HT pour l'ensemble des membres du groupement et sur la durée totale de l'accord-cadre est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Seuls les bons de commande émis et notifiés par le pouvoir adjudicateur sont valides.

Les bons de commande doivent présenter les prestations commandées et leur quantité conformément au Bordereau de prix correspondant.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

1.6 - Dispositif de vigilance

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5, D.8222-7 et D.8254 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne de mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>.

2 - Pièces contractuelles

2.1 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figuraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents préalablement échangés entre l'acheteur public et la société à la signature du présent marché. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

2.2 Forme des notifications

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, la CCIO prévoit d'utiliser la forme suivante qui permet d'attester de la date et l'heure de leur réception :
Notification par le biais du profil d'acheteur.

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Les notifications se font uniquement via le profil acheteur de la CCI de Région Occitanie : PLACE
*<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Échanges dématérialisés – L'article 2 de l'acte d'engagement précise l'adresse électronique valide du titulaire pour les notifications dématérialisées.

La notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur*, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation, par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS 2021) , dans un délai de 2 jours calendaires à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai. En ce qui concerne la notification du marché au titulaire, la date de notification est celle apposée sur l'accusé de réception de notification joint à la copie du marché.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

2.3 – Pièces particulières

- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le mémoire technique conformément aux spécifications de l'article 7.2.1 du règlement de consultation

2.4 – Pièces générales

- Le code de la commande publique ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

Ces dernières pièces, bien que non matériellement jointes au présent marché, sont réputées parfaitement connues par le titulaire. Cette liste n'est pas exhaustive, elle est un rappel des principales prestations obligatoires conformes aux règles en la matière. En complément de l'article 3 du présent CCAP, le titulaire devra, au titre de son devoir de conseil, informer l'acheteur public, de toute modification ou évolution des normes ou réglementation relative aux travaux définis dans le présent marché durant toute sa durée. Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux, et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché. Ces normes sont réputées parfaitement connues par le titulaire.

Les annexes listées au présent article font partie intégrante du marché.

L'exemplaire de toutes ces pièces contractuelles est conservé dans les archives de l'acheteur public et fait seul foi.

Les pièces générales doivent être considérées comme étant celles en vigueur un mois avant la date limite de réception des offres.

Le titulaire est réputé avoir une parfaite et complète connaissance de l'ensemble des documents remis dans le cadre de la consultation, des dispositions légales et réglementaires de toute nature applicable à l'opération, au site et au présent marché. Le montant du marché est réputé en tenir compte.

2.5 – Indépendance des clauses

Si l'une des stipulations du présent contrat est déclarée nulle ou inapplicable ou fait l'objet d'une requalification par un tribunal ou toute autre autorité compétente, ladite stipulation sera réputée non écrite et les autres stipulations du présent contrat continueront à produire leurs effets ; néanmoins, dans les conditions fixées par la loi et la jurisprudence, les parties conviendront d'une clause mutuellement satisfaisant et légale visant à remplacer les stipulations du présent contrat déclarée nulle ou non applicable

3 - Intervenants

3.1 - Interlocuteur unique du titulaire et référents de l'Acheteur

Le titulaire désigne un interlocuteur unique pour le suivi de l'exécution des prestations. En cas de changement, le titulaire informe l'Acheteur à l'avance des coordonnées et des fonctions du nouvel interlocuteur.

L'Acheteur désigne un ou plusieurs référents techniques chargés de faire le lien avec l'interlocuteur unique.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-

FCS. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Le titulaire est tenu à un strict respect d'une obligation de discrétion professionnelle et s'abstient de révéler toute information dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

En particulier, le titulaire est tenu à la discrétion la plus absolue à l'égard des informations nominatives à caractère personnel dont il aurait à connaître à l'occasion de l'exécution de la présente. Le titulaire prend toute la mesure, notamment vis-à-vis de son personnel, pour garantir le respect de cette obligation. La divulgation de telles informations est susceptible de justifier la résiliation du marché aux torts du titulaire sans préjudice d'éventuelles suites judiciaires.

En sus de l'obligation de confidentialité et des mesures de sécurité ci-avant, il résulte au titre du marché ce qui suit :

Obligation de conseil

Le titulaire a envers l'acheteur public un devoir de conseil et une obligation de renseignement. Ce devoir de conseil ne porte pas uniquement sur les aspects techniques. Le titulaire doit notamment informer l'acheteur public de l'ensemble des contraintes (administratives, réglementaires...etc.) inhérentes à l'opération envisagée. Il doit en outre informer l'acheteur public de toutes les évolutions dans la réglementation relatives aux prestations objet du présent marché.

Exécution des prestations

La bonne exécution du marché dépend essentiellement des intervenants affectés par le titulaire à l'exécution du marché. Le titulaire au titre de son offre s'engage à mettre en place une équipe de personnes d'expériences. Il est tenu de se comporter en conseiller loyal vis-à-vis de l'acheteur public et s'oblige à apporter les moyens et à faire preuve de la compétence, du soin et de diligence appropriée dans l'accomplissement des prestations faisant l'objet du présent marché. Il s'engage ainsi à utiliser du personnel compétent ayant satisfait aux formations indispensables pour assurer la bonne exécution du marché.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire s'engage à maintenir l'expérience, la compétence du personnel affecté au projet, et en cas de remplacement à assurer le transfert de compétence afin de garantir la continuité et la pérennité des prestations, objet du présent marché. Il déclare faire son affaire des différends ou litiges avec ses agents dont l'origine serait par exemple un refus d'agrément ou dans une décision de remplacement

5 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

5.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est de 4 jours.

5.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou

services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

5.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques.

Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires.

Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur.

L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections.

Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées.

Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

5.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

5.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à :

dpo@occitanie.cci.fr

5.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant :

notification par tout moyen permettant d'assurer la traçabilité de l'envoi est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

5.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

5.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

5.2.7 - Durée et modalités de conservation des données

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : Les données sont conservées par le prestataire sur la durée utile au traitement de la prestation après remise de la prestation et validation du rapport par l'acheteur les données sont conservées pendant toute la durée de traitement du dossier par le titulaire et au maximum pour une période de 6 mois au-delà de la durée de traitement.

5.2.8 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

5.2.9 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

5.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

5.2.11 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

5.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter du 03 août 2026.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

6.2 - Reconduction

La reconduction est tacite sauf décision contraire de l'acheteur qui en informerait le titulaire dans un délai de deux mois avant la date d'échéance.

Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2.

La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 36 mois.

6.3 – Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur public au titulaire lorsque celui-ci est mis dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels du fait de l'acheteur public ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure. Le délai, ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS, le titulaire doit signaler immédiatement ou à défaut, dans les meilleurs délais (date à laquelle ces causes sont apparues) au représentant de l'acheteur public par tout moyen permettant d'attester la date de réception, les causes faisant obstacles à l'exécution du marché dans le délai contractuel qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Le délai de signalement de la cause de prolongation ne saurait dépasser cinq jours francs. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution et indique la durée de la prolongation demandée, dès que le retard peut être déterminé avec précision.

L'acheteur public notifie par écrit au titulaire sa décision dans un délai maximal d'un mois à compter de la réception de la demande. Cette communication peut également, selon le cas, être remplacée par des supports ou échanges électroniques (mail confirmé, télécopie confirmée) permettant d'attester la date de réception. Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont régies par application des prix figurant au bordereau des prix unitaires.

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges nécessaires à l'exécution des prestations.

A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations, que ces sujétions résultent.

Les prix unitaires du bordereau des prix unitaires comprennent, outre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, les éléments suivants :

- les frais de documentations, de reproduction et de secrétariat,
- les frais d'affranchissement,
- les frais de communication,
- le personnel sur site,
- la formation et l'encadrement du personnel,
- les frais de déplacements,
- la fourniture et l'installation des matériels,
- les repas et hébergement le cas échéant,
- la présence auprès de l'acheteur public,
- toutes les dépenses et frais de tous ordres nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat

Le présent marché n'intègre pas de primes au sens de l'article 15 du CCAG-FCS.

Le titulaire est réputé avant la remise de son offre :

- avoir contrôlé toutes les indications, notamment celles données par les pièces écrites,
- s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes, concordantes. Tout ce qui serait indiqué dans les pièces écrites du dossier remis au titulaire mais ne figurerait pas sur les annexes ou réciproquement, aura la même valeur que si les indications correspondantes étaient portées sur l'ensemble des documents,
- s'être entouré de tous les renseignements utiles.

7.2 - Modalités de variation des prix

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro", selon les dispositions suivantes :

Les prix sont révisés à chaque date anniversaire du contrat, par application d'un coefficient C selon la formule suivante :

$$P = PO \times (0,15 + 0,85 \times (S / SO))$$

Dans laquelle :

- P : prix révisé
- PO : prix initial
- S : dernière valeur publiée de l'indice SYNTEC à la date de révision
- SO : valeur de l'indice SYNTEC au mois zéro (mois de remise des offres)

Le mois d'application de la révision est celui de la date anniversaire de notification du marché.

Les prix ainsi révisés sont fermes pendant la période considérée.

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 – Avance et Garanties financières de l'avance

Conformément aux articles L.2191-2 et R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique et à l'article 11 du CCAG-FCS, une avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant TTC du bon de commande.

L'avance est versée sous réserve de la constitution d'une garantie à première demande.

L'avance est versée dans un délai de 30 jours à compter de la date de début d'exécution des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant du bon de commande. Il est achevé lorsque ce montant atteint 80 %.

En cas de résiliation, le titulaire rembourse la part d'avance non amortie. Le titulaire peut renoncer au bénéfice de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Les factures sont transmises exclusivement par voie électronique via le portail Chorus Pro.

Chaque facture doit comporter :

- les références du marché et du bon de commande,
- la description des prestations exécutées,
- les quantités et prix unitaires,
- le montant total HT, TVA et TTC,
- les coordonnées bancaires du titulaire.

Toute facture non conforme peut être rejetée.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) :

CCI Occitanie : 13002247800015

30- CCI Gard : 13002282500017

31- CCI Toulouse Haute-Garonne : 183 100 023 00013

66- CCI Pyrénées Orientales : 186 600 029 00018

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement et après vérification du service fait sous réserve des conditions suivantes :

- les prestations sont conformes en tous points aux engagements
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la demande de paiement

Si la demande de paiement n'est pas conforme au contrat, la CCI pourra suspendre le délai de paiement jusqu'à réception d'une demande conforme.

En cas de retard de paiement :

- des intérêts moratoires sont dus de plein droit,
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € est appliquée.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Les conditions de paiement des cotraitants et sous-traitants sont celles prévues par les articles L.2193-10 et suivants du Code de la commande publique et par le CCAG-FCS.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Le présent marché n'intègre pas une clause d'insertion sociale. Les dispositions de l'article 16.1 du CCAG -FCS ne sont pas - de fait - applicables.

Par dérogation à l'article 11.8.1 du CCAG-FCS, le sous-traitant admis au paiement direct est informé de l'obligation à sa charge de transmission des factures sous forme électronique telle que précisé au présent CCAP.

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Adresse d'exécution : Celle notifiée sur le bon de commande

Pour rappel les adresses d'exécution et les référents de chaque CCI membre du groupement de commande sont indiquées au CCTP.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

11.1 Obligations des CCIT membres du groupement de commandes

De manière générale, l'acheteur s'engage à coopérer de bonne foi pour faciliter les interventions du titulaire, notamment en lui communiquant tous les éléments et informations nécessaires permettant au titulaire de mener à terme la conduite du présent accord-cadre

Les CCIT membres du groupement de commandes, s'engagent à communiquer au titulaire de l'accord-cadre :

- Un fichier sous format EXCEL des entreprises et établissements à interroger
- Pour chaque fichier :
 - o Le numéro SIRET (clé unique d'identification) et nom de l'entreprise ou établissement,
 - o Le nom du dirigeant (si disponible ou renseigné),
 - o Les coordonnées (email, téléphone)
 - o Le secteur économique d'activité,
 - o Pour les entreprises ayant répondu aux enquêtes précédentes, toutes les informations utiles à la réalisation de la prestation, collectées antérieurement, notamment le nom de l'interlocuteur et ses coordonnées
- Le questionnaire d'enquête ainsi que les règles de validité d'un questionnaire complété
- La grille des quotas à atteindre par segment (croisement secteur d'activité, zone géographique, tranche d'effectif) ainsi qu'un tableau de répartition de la population enquêtée (selon prestation)

Le pouvoir adjudicateur s'engage à préciser, lors d'un entretien préalable, les détails du projet ainsi que les attentes et les contraintes particulières de chaque CCIT du groupement de commandes.

Réunion de lancement de l'accord-cadre

Dès que le prestataire sera choisi, une réunion de lancement aura lieu avant le démarrage de la première prestation, afin de préciser les éléments du présent accord-cadre. La date et le lieu de cette réunion seront communiqués à l'attributaire de l'accord-cadre lors de la notification de ce dernier.

11.2 Obligations du titulaire

11.2.1 Obligations générales

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu, en sa qualité de professionnel :

- d'appliquer l'ensemble des législations en vigueur applicables à son domaine d'activité,
- d'affecter le personnel et les moyens matériels nécessaires à l'exécution de l'ensemble des prestations décrites dans le CCTP et dans le présent CCAP.

- de respecter son obligation d'information et de conseils sur les prestations décrites dans le CCTP et dans le présent CCAP.

Plus particulièrement, le titulaire devra s'engager à :

- traiter chaque fiche jusqu'à l'obtention d'une information permettant de qualifier l'entreprise et/ou l'établissement et/ou l'interlocuteur : accord ou refus de réponse, renseignement complet de la fiche,
- optimiser le taux de qualification complète ou de réponse,
- respecter les délais définis pour la réalisation de la mission et l'atteinte des objectifs,
- effectuer un contrôle qualité des réponses obtenues et des informations saisies,
- respecter la confidentialité des informations transmises par les entreprises interrogées,
- utiliser le fichier fourni aux seules fins de l'enquête du présent accord-cadre conformément au RGPD (art 5)

Le titulaire s'engage également à indiquer le nom et les qualifications du responsable de l'étude, correspondant permanent de chaque membre du groupement pendant le déroulement de la mission. Ce dernier devra faire preuve de disponibilité.

Le titulaire s'engage, sauf cas de force majeure, à maintenir le même intervenant durant toute la durée de la prestation

Le titulaire est tenu d'assurer l'exécution complète de toute la prestation aux conditions fixées dans le CCTP et le présent CCAP.

Par ailleurs, et de manière plus générale, le titulaire s'engage à communiquer immédiatement à chaque membre du groupement de commandes, toute difficulté ou tout risque pouvant altérer l'exécution des prestations attendues

11.2.2 Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat.

Le titulaire est tenu à une obligation de moyens renforcée dans la réalisation des prestations, notamment en termes de qualité de collecte, de respect des délais et d'optimisation des taux de réponse.

Des objectifs de performance peuvent être fixés dans les bons de commande (taux de réponse, taux de qualification, délais de réalisation).

Il se porte, en conséquence, garant du fait que les prestations demandées seront effectuées dans les délais et conditions fixés par les pièces constitutives de l'accord-cadre.

Si le titulaire recourt à la sous-traitance, cette obligation de résultat s'étend à tous les sous-traitants. Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat.

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon

11.2.3 Qualité des données fournies

Le titulaire ne saurait être tenu responsable des erreurs ou insuffisances affectant les fichiers transmis par l'acheteur (coordonnées erronées, incomplètes ou obsolètes).

11.2.4 Indicateurs de performance

Les prestations pourront faire l'objet d'un suivi à travers des indicateurs définis dans les bons de commande, notamment :

- taux de réponse,
- taux de qualification,
- respect des quotas,
- délais d'exécution.

11.2.5 Protection des données - Droit d'accès et de rectification

L'exécution du présent accord-cadre comporte l'accès et le traitement de données nominatives protégées au titre de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'information, aux fichiers et aux

libertés, dont toute utilisation ou divulgation non autorisée par chaque membre du groupement de commandes, pourrait entraîner la mise en cause de sa responsabilité, tant civile que pénale.

Le titulaire s'engage, à ne pas faire accéder un tiers à ces informations, sauf autorisation expresse de chaque membre du groupement de commandes.

Le titulaire met en œuvre un masque de saisie d'information des personnes interrogées conforme au RGPD (art 5), validé par l'acheteur.

Les informations recueillies dans le cadre des services couverts par le présent accord-cadre peuvent donner lieu à l'exercice du droit individuel d'accès et de rectification auprès de prestataires, dans les conditions prévues par la délibération n° 80-10 du 1er avril 1980 de la CNIL.

12 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du contrat.

14 - Constatation de l'exécution des prestations

14.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

14.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

16 - Pénalités

Les pénalités ont un caractère moratoire. Leur application ne libère pas le titulaire de ses obligations contractuelles. Elles sont applicables sans mise en demeure préalable, après constat du manquement.

Le montant total des pénalités est plafonné à 15 % du montant du bon de commande concerné.

16.1 - Pénalités de retard

Tout retard dans la remise des documents mentionnés au CCTP fera l'objet d'une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard et par document non remis

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont plafonnées à 15 % et il n'y a aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 15 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune prime pour réalisation anticipée des prestations, objets du présent marché.

16.2 - Autres pénalités spécifiques

En cas de non-respect des exigences contractuelles (qualité, quotas, anomalies majeures), une pénalité forfaitaire de 150 € par constat peut être appliquée dans les conditions définies ci-dessous :

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalités pour mauvaise exécution ou inexécution	Forfaitaire	150,00 €	En cas de mauvaise exécution et/ou d'inexécution par le titulaire, celui-ci encourt sur simple constatation de l'acheteur public, une pénalité forfaitaire fixée à 150,00 €.
Pénalités pour non remise de documents	Forfaitaire	150,00 €	Tout défaut de remise des documents mentionnés au CCTP fera l'objet d'une pénalité de 150 € par document non remis et par prestation dans la limite du montant de la prestation concernée (montant de la commande)

16.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

17 - Assurances

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire joint à l'appui de son offre, une attestation démontrant qu'il est titulaire d'un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution du marché en cours de validité.

Le titulaire déclare qu'il a souscrit, en son nom et pour son propre compte, auprès d'une ou plusieurs compagnies notoirement solvables, l'ensemble des polices d'assurance qui sont normalement et usuellement souscrites par les entreprises exécutant des missions de la nature de celles prévues au présent marché et notamment, une police de responsabilité civile professionnelle.

Le titulaire s'engage à maintenir l'ensemble de ses polices d'assurance en vigueur, pendant toute la durée du présent marché, à respecter ses obligations au titre desdites polices et notamment, à payer régulièrement les primes correspondantes aux échéances contractuellement convenues.

L'acheteur public se réserve le droit d'appeler en garantie, jusqu'à l'expiration du délai de prescription de l'action en responsabilité quasi-délictuelle, l'opérateur économique ou son assureur, en cas de recours de tiers pour des dommages non apparents ou inconnus, survenus et/ou constatés postérieurement à l'admission des prestations.

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux

articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

De même, au cas où de nouvelles exigences réglementaires en termes de compétence et de qualification seraient applicables en cours de marché pour réaliser les prestations prévues dans celui-ci, le titulaire devra en justifier sous peine de résiliation du contrat sans indemnités.

18.2 - Exécution du service aux frais et risques du titulaire

Sans préjudice des pénalités prévues à l'article 16 du présent CCAP si l'acheteur public venait à constater 3 manquements (mauvaise exécution) pour lesquels des pénalités et/ou des réfections sont appliquées, celui-ci se réserve la faculté de mettre en œuvre l'exécution du service aux frais et risques du titulaire et/ou prononcer la résiliation aux torts du titulaire.

L'acheteur public adressera une mise en demeure au titulaire indiquant :

- les manquements reprochés
- une invitation non équivoque à exécuter l'obligation contractuelle en cause,
- un délai laissé à cet effet qui ne saurait être supérieur à 10 jours ouvrés pour remédier aux manquements constatés à compter de la notification de la mise en demeure, sauf urgence motivée.

Faute de s'y conformer, l'acheteur public procédera à l'exécution de la/des prestations aux frais et risques du titulaire par un tiers pour des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au marché

S'il n'est pas possible pour le pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au marché, il peut y substituer des prestations équivalentes. En tout état de cause, l'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire, la diminution des dépenses ne lui profite pas. Le titulaire du marché se verra notifié le nouveau marché passé avec l'entreprise de substitution et pourvoit au règlement des sommes dues.

18.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Règlement amiable des différends

Les parties s'engagent à résoudre leurs éventuels différends prioritairement par voie de conciliation.

Toute contestation de la part du titulaire, relative à l'exécution du présent contrat, devra faire obligatoirement l'objet d'un mémoire en réclamation adressé à l'acheteur avant toute saisine de la juridiction administrative.

Dans son mémoire en réclamation, le titulaire expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants. L'absence de réponse de la CCI au bout de deux mois vaut décision implicite de refus.

Règlement juridictionnel des différends

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé à l'amiable par les deux parties, conformément à l'article R312- 11 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel l'autorité publique contractante a signé le contrat ; c'est-à-dire soit le Tribunal administratif de Toulouse soit celui de Montpellier dont les coordonnées figurent ci-dessous :

Tribunal administratif de Toulouse 68 Rue Raymond IV BP 7007- 31068 TOULOUSE Cedex 07 Tél : 0562735757 courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr	Tribunal Administratif de Montpellier 6 rue Pitot 34000 Montpellier - Tel : 04 67 54 81 00 courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr
---	---

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Clauses complémentaires

20.1 –Clauses de réexamen

En complément des clauses permettant le réexamen du contrat qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

20.1.1. Révision exceptionnelle des prix (hausse des coûts)

Lorsque le titulaire justifie d'une augmentation des coûts indépendante de sa volonté, entraînant une hausse supérieure à 10 % d'un prix unitaire révisé, une modification des prix peut être envisagée.

La procédure de validation est la suivante :

- Le titulaire transmet une demande motivée avec justificatifs, par tout moyen permettant d'en attester la date de réception.
- L'acheteur dispose de 30 jours pour répondre.
- La décision relève de l'acheteur.

Fixation des nouveaux prix :

Les nouveaux prix ne peuvent excéder : $\text{Prix révisé initial} + (\text{Prix révisé initial} \times \text{taux d'augmentation} \times 90 \%)$

- À défaut de réponse, les prix sont réputés acceptés.
- En cas d'acceptation : les nouveaux prix remplacent les prix initiaux.
- En cas de refus : les prix initiaux restent applicables.

Réversibilité

L'acheteur peut ajuster les prix à la baisse en cas de diminution des coûts, sans accord préalable du titulaire.

20.1.2. Disparition d'un indice de révision

En cas de disparition d'un indice :

- un indice de substitution est défini d'un commun accord,
- la modification est formalisée par avenant.

20.1.3 Cession du marché ou Changement du titulaire (fusion / absorption)

Le marché peut être cédé à un tiers sous réserve :

- de l'accord préalable de l'acheteur,
- de la signature d'un avenant de transfert.

Le cessionnaire reprend l'ensemble des droits et obligations du titulaire initial.

En cas de fusion ou absorption :

- le transfert du marché nécessite l'accord préalable de l'acheteur,
- le refus doit être motivé,
- le titulaire doit transmettre les informations nécessaires.

À défaut, le marché peut être résilié dans les conditions du CCAG-FCS.

20.1.4. Modifications :

En cas de modification du périmètre :

- l'acheteur informe le titulaire,
- les prestations restent identiques,
- la modification est formalisée par décision unilatérale.

Le marché peut être modifié si des circonstances imprévues rendent la modification nécessaire, sans en changer la nature globale.

Les modifications :

- ne peuvent pas modifier la nature globale du marché,
- ne peuvent pas justifier un refus d'exécution ou une réclamation du titulaire.

20.2 - Circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur.

Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG.

21 - Dérogations

Les dispositions du présent CCAP dérogent au CCAG-Fournitures Courantes et Services (arrêté du 30 mars 2021) dans les conditions suivantes :

- L'article 6.3 du présent CCAP déroge à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS,
- L'article 7.2 du présent CCAP déroge à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS,
- L'article 9 du présent CCAP déroge à l'article 11 du CCAG-FCS
- L'article 11 du présent CCAP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS :
- L'article 11 du présent CCAP déroge à l'article 15 du CCAG-FCS,
- L'article 12 du présent CCAP déroge à l'article 37 du CCAG-FCS,
- L'article 16.1 du CCAP déroge aux articles 14.1.1 à 14.1.3 du CCAG - FCS
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - FCS
- Les dispositions relatives à la résiliation complètent celles des articles 38 à 45 du CCAG-FCS sans y déroger sur les principes d'indemnisation.

En dehors des dérogations expressément listées ci-dessus, les stipulations du CCAG-FCS s'appliquent intégralement.